

ATTENDU QU'en vertu de l'article 155 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (2021, chapitre 34), modifié par le chapitre 19 des lois de 2022, le décret numéro 666-2004 du 30 juin 2004 (2004, G.O., 3509) s'applique aux membres du conseil d'administration de l'Autorité des marchés financiers, à l'exclusion du président-directeur général, avec les adaptations nécessaires;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer trois membres indépendants du conseil d'administration de l'Autorité des marchés financiers;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres indépendants du conseil d'administration de l'Autorité des marchés financiers pour un mandat de quatre ans à compter des présentes :

— madame Madeleine Féquière, cheffe du crédit d'entreprise, Domtar Corporation;

— madame Hajar Jerroumi, responsable des relations avec les partenaires, Fondation Lucie et André Chagnon;

— monsieur Miville Tremblay, retraité;

QUE le décret numéro 666-2004 du 30 juin 2004 concernant le remboursement des frais des membres du Conseil consultatif de régie administrative s'applique aux personnes nommées en vertu du présent décret, avec les adaptations nécessaires et conformément à l'article 155 de la la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (2021, chapitre 3), modifié par la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres législatives (2022, chapitre 19).

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77827

Gouvernement du Québec

Décret 1222-2022, 22 juin 2022

CONCERNANT l'approbation d'une entente Canada-Québec relative au financement des mesures québécoises de perception des pensions alimentaires pour les exercices financiers 2022-2023 à 2026-2027

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente Canada-Québec relative au financement des mesures québécoises de perception des pensions alimentaires pour les exercices financiers 2022-2023 à 2026-2027;

ATTENDU QUE cette entente vise à établir les dispositions au titre desquelles le gouvernement du Canada verse, par le biais du Fonds canadien de justice familiale, une contribution au gouvernement du Québec afin de participer au financement des mesures québécoises de perception des pensions alimentaires;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'entente Canada-Québec relative au financement des mesures québécoises de perception des pensions alimentaires pour les exercices financiers 2022-2023 à 2026-2027, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77828

Gouvernement du Québec

Décret 1223-2022, 22 juin 2022

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec à la Rencontre provinciale-territoriale des ministres des Finances qui se tiendra le 29 juin 2022

ATTENDU QUE la Rencontre provinciale-territoriale des ministres des Finances se tiendra le 29 juin 2022;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :